

**Dijon,
le 10 Février 2026,**

Quand l'emploi crée de la précarité : à quand l'audace d'entreprendre une véritable réforme du Code du travail juste et équilibrée ?

Pas un jour sans que l'on parle de faire baisser le chômage. Pas un jour sans que l'on parle de la nécessité d'aider les entreprises à recruter. Pas un jour sans que l'on cultive le ressentiment de ceux qui travaillent vis-à-vis de ceux qui ne travaillent pas, qui ne voudraient soi-disant pas travailler.

Et si la réalité était tout autre ? Si une part trop importante des emplois proposés ne permettaient plus de vivre de son travail ? Et si une part trop importante des emplois proposés étaient sources d'insécurité et ne favorisaient plus l'autonomie des personnes ?

Alors que la réduction du chômage s'impose comme un impératif politique, les dernières données de la DARES révèlent une réalité bien plus troublante : la précarisation massive des emplois.

En France, le constat est clair : la part des CDD dans les embauches atteint son plus haut niveau depuis 2018 (84 %). Dans cet ensemble, près de 9 embauches sur 10 concernent des contrats très courts inférieurs à 31 jours.

Sur le bassin dijonnais, la proportion de contrats courts est moins élevée qu'à l'échelle de la Côte-d'Or où elle atteint 74 % des embauches annuelles. Cette part des contrats courts est devenue structurelle dans les offres d'emplois proposés.

Ainsi, loin de résoudre le chômage, cette dynamique crée une nouvelle catégorie de travailleurs : des actifs en emploi, mais maintenus dans l'insécurité.

Alors comment expliquer cette obsession à pousser vers l'emploi les personnes les plus vulnérables -toujours les mêmes, les jeunes, les femmes, les seniors, les personnes les moins qualifiées- quand ces emplois ne sont plus source d'intégration sur le marché du travail mais transforment les personnes en main d'œuvre précarisée ?

En novembre 2025, près de 14 000 demandeurs d'emploi dijonnais étaient déjà en activité, cumulant des contrats courts tout en restant inscrits à France Travail. C'est près de la moitié des demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi.

Voici le visage du chômage dans notre pays : des travailleurs contraints de rester inscrits à France Travail, des travailleurs qui se paupérisent du fait de contrats trop courts ou à temps partiel et le plus souvent insuffisants pour dégager un salaire stable.

A cet endroit, les propositions du MEDEF, visant à adapter le cadre du travail pour les jeunes, reposent sur des mesures contestables : allongement de la période d'essai, rupture de contrat sans motif pendant trois ans, adaptation du SMIC, et dérégulation accrue des contrats courts.

Or, loin de résoudre le problème, ces propositions institutionnaliseraient la précarité, en faisant porter le poids des ajustements économiques sur les épaules des travailleurs les plus vulnérables. Comment, dans ces conditions, prétendre construire un marché du travail équitable ?

Face à ce constat, la députée Océane Godard défend une réforme ambitieuse du code du travail en lien avec les partenaires sociaux. Il ne s'agit pas de nier la nécessité de flexibilité pour les entreprises, en particulier les TPE-PME, mais de rééquilibrer les règles pour concilier compétitivité et protection des travailleurs.

Les jeunes générations aspirent à des formes de sécurisation professionnelle innovantes. Pourtant, cette modernisation ne peut se faire au détriment des fondamentaux : le droit à un emploi décent, stable et rémunérateur.

La compétitivité de notre pays passera par un investissement dans les compétences de sa population active. Certainement pas par la mise à disposition des entreprises d'une main d'œuvre précarisée.

Pour Océane Godard, il est urgent d'ouvrir les discussions pour faire de l'emploi un véritable vecteur d'émancipation. Il est temps de replacer l'emploi – et non simplement le travail – au cœur du débat public.

L'ambition est claire : construire un modèle où chaque actif peut accéder à un emploi stable, valorisant et émancipateur. C'est ce défi collectif qui nous mobilise et qui doit être au cœur des élections présidentielles de 2027 : Océane Godard y prendra toute sa part.